Résolution sur le Pakistan

2007/2647(RSP) - 25/10/2007 - Texte adopté du Parlement, sujets d'actualité

Suite au débat qui a eu lieu le même jour sur la situation au Pakistan, le Parlement européen a adopté une résolution commune proposée par les groupes **PPE-DE**, **PSE**, **ALDE**, **UEN**, **Verts/ALE** et **GUE/NGL** dans laquelle le Parlement condamne fermement l'attentat suicide perpétré dans ce pays à la suite du retour de Mme Benazir Bhutto au Pakistan. Il réaffirme sa solidarité avec la population du Pakistan et attend de ce pays qu'il agisse avec courage et détermination face à la violence terroriste aveugle.

Parallèlement, le Parlement s'indigne de la situation politique instaurée depuis peu dans ce pays et condamne l'arrestation arbitraire de membres de l'opposition qui critiquent le président Musharraf. Le Parlement demande surtout au Pakistan de **rétablir un gouvernement démocratique** en tenant des élections libres, honnêtes et transparentes, en janvier 2008. Ce faisant, le Parlement enjoint les autorités pakistanaises **à ne pas imposer l'état d'urgence** ni à prendre d'autres mesures pour limiter les libertés de parole, d'association, de réunion ou de mouvement des pakistanais. Il demande au gouvernement pakistanais de fournir à tous les partis un accès équitable aux médias et surtout de restreindre le rôle et l'influence des militaires et des autres groupes armés au sein du gouvernement. Le président Musharraf est également appelé à démissionner de son poste de chef des armées avant de se présenter comme candidat et d'être élu président.

Dans la foulée, le Parlement condamne fermement le départ forcé de l'ancien 1er Ministre Nawaz Sharif vers l'Arabie saoudite, en dépit d'un arrêt de la Cour suprême du Pakistan autorisant son retour et demande au gouvernement pakistanais d'autoriser le retour de tous les dirigeants politiques afin de contrer les forces extrémistes dans le pays.

Face à l'impuissance du gouvernement actuel à contrer efficacement le terrorisme, le Parlement suggère que le gouvernement impose, avec mesure, l'état de droit au Nord-Waziristân (région où le terrorisme est en forte recrudescence). Il insiste sur l'importance d'un accès universel à l'enseignement public et d'une surveillance efficace des écoles coraniques (les madrasas) afin de prévenir leur noyautage par des extrémistes.

Enfin, le Parlement s'inquiète des persécutions dont sont victimes les minorités religieuses – chrétiens, bouddhistes, hindouistes, sikhs et ahmadis – dans ce pays et demande au Pakistan de réviser sa législation contre le « blasphème » dont sont victimes ces minorités non musulmanes. De même, le Parlement demande aux autorités pakistanaises d'abroger les "ordonnances Hudood" qui ont entraîné l'emprisonnement de centaines de femmes.